



Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot n° 1

Assurance « RESPONSABILITE CIVILE »

CCTP - Assurance « RESPONSABILITE CIVILE »

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Conditions Particulières

- L'ASSURÉ
- DUREE DU CONTRAT
- ACTIVITÉS GARANTIES

- TITRE I – DÉFINITIONS
- TITRE II – OBJET DU CONTRAT ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE
- TITRE III – PRÉCISIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE
- TITRE IV – PRÉCISIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE GARANTIES SPECIFIQUES
- TITRE V – EXCLUSIONS SPÉCIFIQUES AUX RISQUES DES RESPONSABILITÉS
- TITRE VI – LIMITES D'ENGAGEMENTS EN MONTANTS ET DANS LE TEMPS
- TITRE VII – ÉTENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES
- TITRE VIII – CONNAISSANCE DES RISQUES
- TITRE IX – RÉSILIATION DU CONTRAT
- TITRE X – FRÉQUENCE DE PAIEMENT

ANNEXE : RESPONSABILITÉ CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT

Conditions Particulières Assurance Responsabilité civile

→ L'Assuré

LES MEMBRES GHT LORRAINE NORD

(Voir liste dans le Bordereau de Prix Unitaire joint),

Les œuvres sociales et les organismes de représentation interne du personnel, à défaut et en complément de couverture spécifique,

Les différentes associations pouvant intervenir dans les établissements, à défaut et en complément de couverture spécifique, et notamment celles mentionnées dans les questionnaires joints en annexe.

Il est convenu que la notion de tiers est maintenue entre les différents assurés.

→ Représenté par :

Monsieur Dominique PELJAK,
Directeur Général du CHR METZ-THIONVILLE,
Établissement support du GHT LORRAINE NORD.

ADRESSE : 1 Allée du Château - 57085 - METZ

REPRÉSENTÉ PAR : Monsieur Dominique PELJAK - Directeur Général

→ Durée du contrat

Durée de marché : 4 ans

Date d'effet : 01/01/2026 à 00:00

Fin de marché : 31/12/2029 à 23:59

Échéance annuelle du contrat : 01/01

Préavis de résiliation : 4 mois avant l'échéance annuelle

→ Activités garanties

Toutes les activités de l'Assuré, de ses services annexes et activités annexes de toute nature pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'activité principale ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement ; et également toutes opérations industrielles, commerciales ou financières pouvant engager directement ou indirectement la responsabilité de l'Assuré.

Le présent contrat garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité selon les conditions générales mentionnées par l'assureur dans l'acte d'engagement, et les présentes conditions particulières, lesquelles complètent et/ou annulent et/ou remplacent toutes stipulations contraires ou moins favorables à l'Assuré.

TITRE I – DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend :

ASSURÉ :

Le souscripteur et/ ou toute autre personne désignée comme tel aux présentes conditions particulières, ainsi que, le cas échéant, ses agents et élus conformément à l'article L134-4 et suivants du Code général de la fonction publique et aux articles L2123-34 et L2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans la mesure où une faute personnelle détachable de l'exercice de leurs fonctions ne leur est pas imputable.

ASSUREUR :

L'assureur contractant de la police, qui en cas de co-assurance, agit en qualité de gestionnaire de contrat.

AUTRUI (Tiers) :

Toute autre personne que le souscripteur.

Les préposés ou salariés de l'Assuré sont considérés comme tiers pour les dommages non pris en compte par la sécurité sociale ou le statut de la fonction publique. Il est précisé que les Assurés sont considérés comme tiers entre eux.

DOMMAGES CORPORELS :

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent.

DOMMAGES MATÉRIELS :

Toute atteinte ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à un animal.

DOMMAGES IMMATÉRIELS :

Tout préjudice pécuniaire résultant notamment de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice. Ils sont qualifiés :

- soit de « consécutifs » : ils sont la conséquence des dommages corporels ou matériels garantis,
- soit de « autres dommages immatériels » : ce sont les autres dommages immatériels. Ils peuvent être consécutifs, à tous dommages matériels ou corporels non garantis et notamment ceux subis par les travaux exécutés ou les biens livrés, qui ne seraient pas couverts par le contrat. Ce sont aussi les dommages immatériels qui ne sont consécutifs à aucun dommage matériel ou corporel.

ÉCHÉANCE PRINCIPALE :

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

EXISTANTS :

Biens meubles ou immeubles appartenant à des tiers, préexistant aux travaux de l'Assuré, sur lesquels ou au voisinage desquels l'Assuré effectue des travaux susceptibles de leur occasionner des dommages directement ou indirectement.

FRANCHISE :

Somme fixe et ou fraction du dommage prise en compte par l'Assureur et que l'Assuré conserve à sa charge.

GARANTIE PAR ANNÉE D'ASSURANCE :

L'engagement maximum de l'Assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période comprise entre la date de garantie et celle de l'échéance principale, ou de 12 mois compris entre deux échéances principales, ou comprise entre l'échéance principale et celle de la cessation de garantie.

SINISTRE :

Conformément aux articles L 124–1–1 et L 124–5 du Code des Assurances, constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

La garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. Les garanties s'appliquent donc aux dommages survenant après sa résiliation si, à la date de réclamation, aucun autre assureur ne les couvre.

L'assureur ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie, et sous réserve qu'il établisse également que ces faits et événements étaient connus de l'Assuré, lors de la souscription du contrat, comme étant susceptibles de faire jouer la garantie.

SOUSCRIPTEUR :

La personne morale ou physique désignée sous ce nom au présent contrat, qui le signe, demande l'établissement du contrat et s'engage notamment à en payer les primes.

USAGER :

Toute personne séjournant ou non dans l'Établissement et qui bénéficie de quelque manière que ce soit de ses services, activités ou prestations.

TITRE II – OBJET DU CONTRAT ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

Le présent contrat garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir en raison des dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non consécutifs à un dommage matériel ou corporel – y compris ceux causés par un incendie, une explosion ou par l'action de l'eau sous réserve des exclusions prévues ci-après – causés à autrui et notamment du fait de :

- De toutes les personnes (rémunérées ou non) au service direct ou indirect de l'Assuré.
Sont notamment garanties les responsabilités personnelles des médecins, pharmaciens, infirmiers ou préposés dans l'exercice de leurs fonctions, y compris lorsque ces personnes effectuent des stages ou des remplacements dans d'autres structures que celles de l'Assuré, de toutes les personnes dont il a la garde à quelque titre que ce soit. Il est précisé que les garanties de responsabilité personnelle de personnes physiques s'exercent à défaut ou après épuisement des garanties souscrites par ailleurs pour ces personnes. Sont également garantis les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré du fait de soins donnés par du personnel de l'Assuré en dehors de l'Établissement.
- De toutes les activités de l'Assuré, de tous ses services, compétences et activités annexes de toutes natures (dans leur fonctionnement, non fonctionnement ou fonctionnement mauvais ou tardif) notamment à la suite d'erreurs de traitements ou livraisons de produits ; Ou d'erreurs de diagnostics, prescriptions, soins ;
- De tous biens de toute nature, dont il a la propriété, l'usage ou la garde à quelque titre que ce soit et des travaux de construction, de réparation, d'entretien et de démolition y afférents.

La garantie est automatiquement étendue à tous services, y compris les services annexes qui viendraient à être créés après signature du présent contrat et à toutes personnes, tous biens et toutes activités qui viendraient à être mis à disposition ou dévolus à l'Assuré.

L'Assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toutes déclarations supplémentaires tant sur les différentes activités actuelles que sur les nouvelles activités.

Pour plus de précisions, la responsabilité de l'Assuré est garantie selon une formulation " tous sauf ". Ne sont donc exclus que les événements expressément indiqués comme tels.

TITRE III – PRÉCISIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE

→ Dommages de pollution accidentelle

Définition de « pollution » : Toute destruction ou atteinte à l'intégrité physique d'organismes vivants ou de substances inertes, causée par l'atmosphère, les eaux et le sol et qui se créent, se développent, se propagent fortuitement du fait du matériel, des installations, du personnel ou des activités de l'Assuré.

Sous réserve des exclusions mentionnées pour ce risque, la garantie est étendue aux responsabilités qui peuvent incomber à l'Assuré, résultant d'une atteinte à l'environnement, et consécutive à l'émission et la disparition, le rejet ou le départ de toutes substances solides, liquides ou gazeuses polluant l'atmosphère, les eaux ou le sol, ainsi que la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, radiations, rayonnements, ondes suite à tout événement accidentel, c'est à dire soudain et imprévu (qui ne se réalise donc pas de façon lente et progressive).

Par ailleurs, la garantie couvre :

- au titre de la responsabilité environnementale et conformément à la directive européenne, les frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux, en raison des dommages affectant les sols, subis par les eaux et causés à la biodiversité.

- au titre de la responsabilité pour préjudice écologique et conformément au Code civil :
 - o les frais nécessaires à la réparation du préjudice y compris les dépenses exposées pour évaluer le dommage, prévenir la réalisation imminente d'un dommage, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences, les frais d'étude pour déterminer les actions de réparation, les frais administratifs, judiciaires et les frais d'exécution, le coût de collecte des données, les frais généraux et coût de surveillance et de suivi ;
 - o les éventuelles astreintes ou les dommages et intérêts éventuels mis à la charge de l'Assuré ;
 - o les éventuels coûts relatifs aux mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le dommage.

→ Garantie « Faute inexcusable » et « Faute intentionnelle »

La garantie couvre :

- En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle atteignant un des préposés et résultant de la faute inexcusable ou intentionnelle de l'Assuré ou d'une personne qu'il s'est substituée dans la direction de l'Assuré,
 - o le remboursement des cotisations complémentaires prévues au Code de la Sécurité Sociale,
 - o le montant de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime ou ses ayants droit peuvent prétendre, en application du Code de la Sécurité Sociale,
 - o les sommes supportées par l'Assuré au titre de la réparation de l'ensemble des dommages de même nature, non prévus ou concernés par le Code de la sécurité sociale, subis par la victime ou par tout ayant-droit.
- Les recours qui peuvent être exercés contre l'Assuré par la sécurité sociale ou tout organisme légalement obligatoire en raison des dommages corporels causés aux conjoints, ascendants et descendants de l'Assuré, ainsi qu'aux recours exercés par ses préposés, en raison des dommages qui leur ont été causés en cas de faute intentionnelle d'un autre préposé.
- Le paiement des frais nécessaires pour assumer la défense de l'Assuré dans les actions amiables et judiciaires fondées sur les articles L 452-1 et suivants du Code de la Sécurité Sociale et dirigées contre lui en vue d'établir sa propre faute inexcusable et/ou celle des personnes qu'il s'est substituées dans la direction de l'Assuré. L'assureur prendra également les frais nécessaires pour assumer la défense de l'Assuré et de ses préposés devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires atteignant un préposé de l'Assuré.

→ Responsabilité pour des dommages subis par certaines personnes

Cette garantie s'applique aux dommages subis par les employés temporaires, stagiaires, candidats à l'embauche non assujettis à la législation sur les accidents du travail, sous réserve de la mise en cause de la responsabilité de l'Assuré.

Elle prend aussi en compte les recours exercés contre l'Assuré par les organismes sociaux, de prévoyance ou par d'autres Collectivités, ainsi que par ses préposés salariés ou non.

→ Maladies professionnelles et accidents de service

Cette garantie porte sur les conséquences pécuniaires des recours exercés contre l'Assuré par les salariés ou leurs ayants droit, à la suite de maladies ou affections contractées pendant le service et ne figurant pas aux tableaux officiels des maladies ouvrant droit à indemnisation.

Par dérogation aux éventuelles exclusions concernant les réclamations des agents ou de leurs ayants droit, relatives à leur statut, et sous réserve des garanties accordées par le statut, sont garanties les conséquences financières de la responsabilité pouvant incomber à l'Assuré en raison des accidents de service subis ou des maladies professionnelles contractées par les préposés de l'Assuré non pris en compte par la sécurité sociale ou le statut de la fonction publique.

→ Responsabilité civile besoins du service (y compris sur le trajet)

Par dérogation partielle à toute clause contraire, la garantie est acquise aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui pourrait incomber à l'Assuré en sa qualité de commettant, en raison d'accidents causés par un véhicule terrestre à moteur dont il n'a ni la propriété, ni la garde et que ses préposés utilisent sur le trajet de leur résidence au lieu de travail (et vice et versa) ou pour les besoins du service.

La garantie est acquise également aux dommages dans la réalisation desquels sont impliqués des engins auto moteurs, et dont l'Assuré est reconnu responsable en qualité de gardien, travaillant pour le compte de l'Assuré même avec un personnel de l'Assuré, mais dont il n'est pas propriétaire, usufruitier, ni détenteur en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de location longue durée. Il est entendu que cette garantie s'exerce à défaut et en complément des assurances souscrites pour lesdits engins.

EXCLUSIONS

Sont exclus :

- Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement aux préposés salariés ou non ;
- Les dommages subis par le véhicule.

→ Responsabilité civile déplacement d'un véhicule terrestre

Par dérogation partielle à toute clause contraire, la garantie est acquise aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui pourrait incomber à l'Assuré en sa qualité de commettant ou de gardien, en raison des dommages subis par autrui et causés par les véhicules terrestres déplacés faisant obstacle à l'accès ou à la sortie des locaux dans lesquels s'exerce l'activité de l'Assuré, empêchant l'exécution de travaux, s'exposant à subir des dommages du fait de travaux exécutés à proximité.

EXCLUSIONS

Sont exclus les dommages causés ou subis par les véhicules qui sont la propriété de l'Assuré ou qu'il a loués ou empruntés.

→ Responsabilité Civile Vol par préposés

Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile mise à la charge de l'Assuré par décision judiciaire du chef de préjudice subi par des tiers et qu'entraîne pour eux le vol de biens quelconques leur appartenant ou dont ils avaient la garde ou l'usage, lorsque ce vol a été commis par les préposés de l'Assuré au cours ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

→ Dommages subis par les véhicules du personnel et des visiteurs stationnés dans l'enceinte des établissements l'Assuré

La garantie de ces dommages est acquise.

→ Dommages matériels accidentels subis par les collaborateurs de l'Assuré

La garantie est étendue à la réparation des dommages matériels accidentels subis dans l'exercice de ses fonctions par toute personne collaborant à l'activité de l'Assuré ; étant toutefois précisé que les trajets aller et retour du domicile du préposé au lieu de travail ne sont pas compris dans cette garantie.

→ Responsabilité Objets confiés

Définition : Biens meubles appartenant à des tiers confiés à l'Assuré pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature.

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré en raison des dommages causés aux biens confiés, du fait notamment de la détérioration, de la destruction, de la perte ou de la disparition.

Sont notamment Assurés, dans cette rubrique, les dommages causés aux biens (décors, chapiteaux, aménagement, agencements, etc.) mis à la disposition de l'Assuré.

→ Responsabilité du fait de produits livrés

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré et causé par des produits fabriqués, conditionnés ou traités par lui, et livrés à titre gratuit ou onéreux.

La garantie est acquise à la responsabilité encourue du fait des produits pharmaceutiques fabriqués, conditionnés et/ou délivrés par lui à titre onéreux ou gratuits en vue de leur utilisation par des tiers à l'intérieur ou en dehors de l'Établissement.

→ Responsabilité du fait des sous-traitants

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui incombe à l'Assuré en raison des dommages subis par autrui du fait de sous-traitants. Cette garantie ne se substitue pas à la responsabilité personnelle des sous-traitants et l'Assureur garde son recours à l'égard de ces sous-traitants.

→ Transfert de responsabilité ou renonciations à recours

La garantie est étendue aux conséquences des conventions comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenue entre l'Assuré et tous tiers et notamment l'état, l'armée, les administrations, Collectivités locales, associations diverses, organismes publics ou semi-publics français ou étrangers, les sociétés de location de crédit-bail, les organisateurs de foires et expositions, les personnes mettant à disposition des biens ou des personnes, les établissements ou entreprises voisines, dans le cadre des contrats d'assistance réciproque.

D'autre part, l'assureur renonce au recours qu'il pourrait exercer contre le représentant légal ou tout adjoint ou conseiller délégué, sauf en cas de faute intentionnelle ou dolosive. Toutefois, si le responsable est Assuré, l'assureur pourra exercer son recours contre l'assureur de celui-ci.

→ Responsabilité civile des bénévoles et usagers

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré à la suite de dommages subis ou causés par les bénévoles prêtant leur concours à l'Assuré, ainsi qu'à la suite de dommages subis ou causés par les personnes accueillies par l'Assuré effectuant à titre bénévole, de menus travaux pour le compte de l'Assuré ou de tiers.

→ Responsabilité en qualité d'organisateur d'un service de transport

La responsabilité est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'Assuré en qualité d'organisateur, du fait des dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux autres passagers, aux accompagnateurs, au conducteur, au véhicule, ...

→ Garantie de recours et de défense pénale

L'Assureur s'engage :

- A réclamer soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation pécuniaire des dommages corporels, matériels et immatériels subis par l'Assuré et engageant la responsabilité d'un tiers identifié, dans la mesure où l'indemnisation de ces dommages aurait été prise en charge par le contrat, si l'Assuré en avait été le responsable et non la victime.
- A défendre, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la personne morale souscriptrice et toute autre personne ayant la qualité d'Assuré, poursuivis dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

L'Assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux présentes conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoués, d'avocats, d'exécution de jugements.

L'Assuré fixe lui-même le montant de l'indemnité qu'il entend réclamer.

L'Assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'Assuré.

En cas de contestation sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire contre le tiers responsable d'un dommage, chaque partie nomme un arbitre. Ces deux arbitres, le cas échéant, sont départagés par un tiers arbitre nommé par eux ou, à défaut d'accord, par le président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré statuant en référé.

Chacun supporte les frais et honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contre l'avis des arbitres, l'Assuré engage une action judiciaire et obtient une décision plus favorable, l'Assureur remboursera, sur justification, les dépenses que l'Assuré aura engagées.

TITRE IV – PRÉCISIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE GARANTIES SPECIFIQUES

→ Risque d'erreur d'état civil

La garantie est étendue aux préjudices dus à des erreurs ou omissions dans les déclarations d'état civil.

→ Administration et tutelle

La responsabilité encourue par l'Assuré, et notamment du gérant des tutelles, est couverte à ce titre.

→ Responsabilité gestion des biens des usagers

La garantie est étendue aux conséquences de la responsabilité encourue par l'Assuré, en qualité d'administrateur des biens des personnes accueillies incapables majeurs ainsi que pour l'aide que l'Assuré peut apporter aux personnes accueillies par l'Assuré qui n'ont pas la capacité de gérer leurs affaires et qui ne sont pas sous protection.

→ Responsabilités relatives aux Usagers

Cette garantie s'applique aux conséquences de la responsabilité pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui, du fait d'un Usager mineur ou majeur.

Il est précisé :

- que cette garantie s'exerce, que l'auteur du sinistre soit ou non sous la surveillance de l'Assuré, donc même en période de fugue ou d'évasion, pendant les activités scolaires y compris pendant les trajets, pendant les sorties scolaires, les stages en entreprises, pendant les voyages autorisés ou non, etc...;
- qu'elle s'étend aux dommages résultant soit d'attentats, d'agression, de viol ou de vol, soit de l'utilisation à l'insu de l'Assuré, d'un véhicule terrestre à moteur dont ce dernier n'a ni la propriété, ni la garde.

Dans le cas d'Usager confié, la garantie est étendue à tous dommages causés par le pensionnaire aux familles ou structures d'accueil ou aux tiers lors de son séjour dans la famille ou la structure d'accueil. Est garantie par ailleurs, quel que soit la nature et la gravité des fautes commises, la responsabilité pouvant incomber à l'Assuré ou à la famille ou la structure d'accueil, en qualité de civilement responsable des agissements du pensionnaire.

→ Responsabilité relative aux administrateurs

La garantie est étendue à la responsabilité personnelle des administrateurs dans l'exercice de leur mandat, y compris lors des trajets et également aux dommages subis par ces administrateurs, lorsque sur la base de toute disposition législative ou réglementaire, la responsabilité de l'Assuré est engagée.

→ Dommages subis par les bâtiments et le matériel de l'Assuré et des Usagers

La garantie est étendue à la réparation des dommages matériels subis par les bâtiments, le matériel et le personnel de l'Assuré et des autres Usagers du fait des agissements des Usagers, des consultants externes et des visiteurs, à l'exclusion de ceux provoqués par un événement garanti au titre de la police d'assurance « dommages aux biens » et qui ne pourraient pas faire l'objet d'un recours en responsabilité contre l'Assuré.

L'Assureur conserve toutefois son recours contre l'assureur de l'auteur du dommage.

→ Responsabilité dommages aux biens des personnes accueillies

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à l'Assuré en qualité, de dépositaire ou gardien (de fait ou de droit), en raison de vols ou disparitions et des dommages matériels, ainsi que des dommages immatériels qui leur sont consécutifs, causés aux biens des personnes accueillies et des consultants; la garantie est étendue également aux dommages et notamment vol ou disparition, subis par les biens des visiteurs et survenus dans les locaux de l'Assuré.

Les espèces et bijoux ne sont garantis, pour les valeurs inférieures à 1.500 €, que s'ils sont contenus dans un meuble fermé à clé, et pour les valeurs supérieures à 1.500 €, que s'ils sont enfermés dans un coffre-fort, sauf cas de force majeure et notamment urgence...

→ Responsabilité civile des dommages corporels aux Usagers

Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels subis par les Usagers suivis ou reçus par l'organisme souscripteur et résultant notamment :

- d'un accident quelconque (y compris chute de lits, sauts par la fenêtre, brûlures, tentatives de suicide) survenant à l'intérieur des locaux de l'organisme souscripteur, en se rendant à des cours ou en en revenant, pendant ceux-ci, pendant les promenades surveillées, au cours de permissions ou vacances (en quelque lieu que ce soit) et pendant les voyages pour s'y rendre ou en revenir, au cours d'évasion individuelles ou en groupe ;
- d'erreur ou de fautes commises par le personnel de l'organisme souscripteur et par le ou les praticien(s) ou le personnel médical attaché à cet organisme.

D'autre part, sont couverts les dommages corporels subis par l'Usager au cours de son séjour en famille ou structure d'accueil ou lorsqu'il est confié à un tiers, que la responsabilité de l'Assuré, de la famille, de la structure d'accueil ou du tiers, soit ou non engagée à l'égard de l'Usager. Il est entendu que cette garantie s'exerce à défaut et en complément d'assurance de même nature souscrite par ailleurs.

→ Risques sociaux, sanitaires et médicaux

La garantie est étendue à la responsabilité des médecins ou personnel médical et paramédical en fonction au service de l'Assuré.

→ Responsabilité personnelle de certains Usagers

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité personnelle de certaines personnes.

Cette extension n'intervient qu'à défaut ou après épuisement des garanties dont ces personnes peuvent bénéficier à titre personnel.

Cette extension concerne :

- les usagers pensionnaires de l'Assuré
- l'accueil familial thérapeutique
- les placements thérapeutiques d'enfants
- les placements de toxicomanes
- les personnes sous tutelle ou curatelle
- les usagers effectuant de menus travaux pour le compte de l'Assuré

Dans la mise en œuvre de cette garantie, il est convenu :

- que la qualité d'assuré est étendue aux dites personnes et aux familles, entreprises ou organismes divers les accueillant,
- que la notion de tiers ou d'autrui est maintenue entre ces différents assurés,
- que la notion d'actes intentionnels ou toute exclusion se rapprochant de cette notion ne s'applique qu'aux personnes bénéficiant de la présente extension et non à l'Assuré.

→ Activités de correspondant de la Sécurité Sociale, Mutuelle et divers

La responsabilité de l'Assuré du fait des activités de correspondant de la sécurité sociale, des mutuelles et autres organismes de protection sociale de ses agents, par ses services, y compris du fait de la manipulation de fonds, notamment par suite de vol, est garantie.

→ Garantie des dommages causés par les installations sources de rayonnements ionisants.

Nonobstant toute exclusion mentionnée par ailleurs, la garantie est acquise pour tout appareil ou toute installation, qu'elle soit ou non soumise à autorisation, dont l'assuré est propriétaire, exploitant, ou utilisateur à quelque titre que ce soit.

Sont notamment compris dans cette garantie tous les appareils de radiologie, imagerie médicale, scanners, IRM, ainsi que tout appareil déclaré en annexe par l'assuré.

→ Garantie des frais de rappel des malades.

Objet de la garantie :

L'assureur prend en charge le paiement des frais engagés par l'établissement afin de procéder à la recherche et au rappel des personnes exposées à un risque grave et anormal pour leur santé à la suite d'un acte réalisé dans l'établissement (notamment un acte de prévention, de diagnostic, de soins, ...).

Cette garantie s'applique aux décisions et mesures prises :

- du fait de la connaissance par l'établissement d'un tel risque, notamment en application des dispositions de l'article L 1111-2 du Code de la Santé Publique,
- suite à la mise en demeure de l'établissement par l'autorité administrative compétente selon les dispositions de l'article L 1413-13 du Code de la Santé Publique,
- ou selon la décision individuelle de l'établissement (avec accord préalable de l'assureur).

Nature des frais garantis :

A ce titre, sont couverts :

- les frais de communication et d'annonce de l'opération de rappel,
- les frais générés par la procédure de rappel des personnes concernées (notamment main d'œuvre, location de matériel, ...),
- les frais de transport et d'hébergement des personnes concernées,
- les frais exposés pour la réalisation des examens nécessaires (notamment examens médicaux, analyses biologiques, ...) pour déterminer si ces personnes sont concernées par le risque identifié, et les frais d'hospitalisation s'y rapportant,
- les frais nécessités par le remplacement de dispositifs médicaux ou des produits de santé, lorsque ceux-ci sont en cause,

EXCLUSIONS

Toutefois, ne sont pas couverts les frais engagés :

- en rapport avec des produits ou dispositifs fabriqués, livrés ou utilisés délibérément en non-conformité avec les dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sécurité et à la protection des personnes,
- concernant le personnel de l'établissement,
- pour regagner la confiance des usagers après le déclenchement d'une opération de rappel,
- pour indemniser le manque à gagner et les pertes de recettes résultant de l'immobilisation, de la consignation ou de la destruction d'un dispositif médical ou d'un produit de santé.

Montant et fonctionnement de la garantie :

Le montant de la garantie est fixé pour l'ensemble des frais exposés, à la somme par événement indiquée dans la rubrique des capitaux des conditions particulières. Par événement, on entend toute opération ou série d'opérations de rappel de personnes imputable à une même cause technique initiale quel que soit le nombre de personnes concernées.

LA GARANTIE NE S'APPLIQUE PAS AUX RISQUES DONT L'ETABLISSEMENT AVAIT CONNAISSANCE ANTÉRIEUREMENT À LA DATE DE PRISE D'EFFET DE LA GARANTIE.

Elle cesse pour toutes les opérations de rappel engagées après la suspension, la résiliation ou de la cessation de la garantie.

La mise en jeu de la garantie « frais de rappel des malades » est indépendante de celle des autres garanties du contrat et ne constitue ni une reconnaissance de responsabilité de l'Etablissement vis-à-vis des tiers, ni une reconnaissance de garantie d'un sinistre de responsabilité par l'assureur.

→ Garantie de la responsabilité relative à la navigation aérienne.

La garantie est accordée automatiquement aux conséquences de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré du fait des héliports hélistations, ou hélisurfaces et tout autre dispositif permettant l'atterrissage d'un engin aérien.

→ Garantie de la responsabilité relative à la recherche interventionnelle.

La garantie est accordée automatiquement aux conséquences de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré du fait de la recherche interventionnelle en santé des populations (RISP).

→ Garantie de la responsabilité relative à la responsabilité civile psychiatrique.

La garantie est accordée automatiquement aux conséquences de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré du fait de la RC psychiatrique.

TITRE V - EXCLUSIONS SPÉCIFIQUES AUX RISQUES DES RESPONSABILITÉS

EXCLUSIONS

Sont toujours exclus :

a) Les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion ou résultant de l'action directe de l'eau ayant pris naissance dans un local appartenant à l'Assuré ou occupée par elle ou par toute personne dont elle est civilement responsable pendant une période excédant trente jours consécutifs.

b) Les dommages causés par la pollution non accidentelle de l'environnement

c) Les dommages causés aux préposés de l'Assuré pour la part prise en charge par le régime général des accidents du travail ou par des obligations statutaires de l'Assuré, sous réserve des dispositions prévues aux "précisions concernant la mise en œuvre de certaines garanties."

d) Les réclamations des salariés de l'Assuré fondées sur le non-respect des statuts.

e) Les dommages causés aux biens dont l'Assuré ou les personnes dont il est civilement responsable, ont la propriété, la garde ou l'usage sous réserve des précisions aux risques particuliers.

Restent toutefois garantis les objets confiés.

f) Les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible de faits ou de modalités d'exécution d'un travail telles qu'elles ont été prescrites et mises en œuvre par l'Assuré, ainsi que les dommages dus au fait conscient et intéressé des représentants légaux de l'Assuré et qui feraient perdre à l'événement d'origine du sinistre, son caractère aléatoire.

g) Les dommages provenant de la faute intentionnelle et dolosive de l'Assuré sous réserve des dispositions de l'article L 121.2 du Code des assurances.

h) Les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur (porteurs du conducteur) non réquisitionnés pour le compte de l'assuré ; sous réserve des garanties acquises ci-après : RC commettant, RC besoins du service, véhicules déplacés sur la distance indispensable pour qu'ils ne fassent plus obstacle à l'exercice de l'activité de l'assuré, mise en fourrière, matériel d'espaces verts et d'entretien, fauteuils roulants à moteur, etc. et de celles relatives à l'usage par les élus de leurs véhicules dans l'exercice de leurs fonctions. Reste garantie l'utilisation à l'insu de l'Assuré, par une personne dont il a la garde, d'un véhicule dont il n'a ni la propriété ni la garde.

Sont exclus les dommages causés par les embarcations à moteur destinées au transport de plus de 10 personnes, les engins aériens ou subaquatiques dont la Collectivité civilement responsable a la propriété, la conduite ou la garde.

Restent toutefois garantis les dommages causés par les aéronefs sans moteur, les modèles réduits (modélisme) ainsi que les drones, que la Collectivité en soit propriétaire, locataire ou utilisateur à quelque titre que ce soit (reste exclu le survol des sites militaires ou nucléaires, à l'insu de la Collectivité).

i) Les dommages causés par les chemins de fer, funiculaires, ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou tout engin de remontées mécanique soumis à assurances spécifiques en application de l'article L220-1 du Code des assurances.

j) Les responsabilités et garanties visées par les articles 1792 et 1792-4-1 du code civil.

Toutefois, la responsabilité de l'architecte salarié de l'assuré reste garantie, au titre de l'article 16 de la loi du 03/01/1977, lorsqu'il agit sous la maîtrise d'ouvrage de l'assuré.

k) Les dommages causés au cours d'épreuves, courses, compétitions ou exhibitions (ou de leurs essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics lorsque ces dommages engagent la responsabilité de l'Assuré en sa qualité d'organisateur.

Toutefois cette exclusion ne peut s'appliquer pour les épreuves ou courses pédestres ou cyclistes.

l) Les dommages survenus du fait de manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires.

m) Les dommages occasionnés par la guerre civile ou la guerre étrangère. Dans le cas de la guerre civile, l'Assureur devra prouver que le sinistre est dû à cet événement.

TITRE VI – LIMITES D'ENGAGEMENTS EN MONTANTS ET DANS LE TEMPS

→ Limites d'engagements de l'Assureur par sinistre

Établissements pratiquant la Médecine – Chirurgie – Obstétrique (MCO)

- 15.000.000 € par sinistre
- 30.000.000 € par année d'assurance

Autres établissements (EHPAD, ESMS...)

- 12.500.000 € par sinistre
- 25.000.000 € par année d'assurance

→ Limites d'engagement dans le temps

Conformément aux articles L124-1-1 et L124-5 du Code des Assurances, les garanties s'appliquent aux sinistres garantis survenant pendant la période de validité du contrat, y compris ceux résultant de faits et événements antérieurs à la prise de garantie.

La garantie « reprise du passé » est acquise sous réserve que ces faits et événements n'étaient pas connus de l'Assuré, lors de la souscription du contrat, comme étant susceptibles de faire jouer la garantie.

La garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

Les garanties s'appliquent donc aux dommages survenant après sa résiliation si, à la date de réclamation, aucun assureur ne les couvre.

Garantie subséquente : la garantie est acquise pendant une durée minimale de 5 ans.

TITRE VII – ÉTENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES

Sauf stipulation contraire aux Conditions Particulières, la garantie s'exerce pour les dommages survenus en France, dans les pays de l'Union Européenne, la Suisse, Andorre et Monaco.

Toutefois, les garanties sont étendues aux dommages survenus dans le monde entier à l'occasion, de déplacements des élus, administrateurs ou préposés de l'Assuré notamment dans le cadre de stages, missions commerciales ou d'études, de missions de coopération ou de la mise en œuvre d'une politique publique, simple participation à des foires, expositions, salons, jumelage, congrès, séminaires ou colloques d'une durée inférieure à trois mois.

TITRE VIII – CONNAISSANCE DES RISQUES

Il est précisé et convenu que les déclarations mises à la charge de l'Assuré aux termes de l'article L113.2 du code des assurances et figurant aux présentes conditions particulières sont reconnues comme exactes et suffisantes par l'Assureur pour lui permettre d'apprécier les risques qu'il prend. Il déclare avoir vérifié les risques Assurés, ou à défaut, les considérer comme tels.

En contrepartie, l'Assuré s'engage à donner toutes les facilités pour la vérification des risques.

Le cas échéant, l'Assureur apéritur devra informer ses co-assureurs des modifications éventuelles du risque.

TITRE IX – RÉSILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié par l'Assuré ou l'assureur :

- à l'échéance annuelle avec un préavis de 4 MOIS ;
- avant sa date d'expiration normale, avec un préavis de 4 MOIS, dans les cas et conditions prévues par le code des assurances, sous réserve des dispositions ci-après :
 - o Par dérogation à l'article R 113.10 du code des assurances, l'assureur ne pourra résilier le présent contrat après sinistre, que si le montant à charge de l'assureur des sinistres de l'année est supérieur à quatre fois la prime annuelle HT. L'assureur devra justifier le calcul des provisions.

Conformément aux dispositions du code des assurances, en cas de résiliation en cours de période d'assurance, l'Assureur n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

TITRE X – FRÉQUENCE DE PAIEMENT

Fréquence annuelle.

Le présent contrat résulte d'un marché public. Les conditions d'engagement et éventuelles réserves au cahier des charges arrêtées lors du marché public, font partie intégrante du contrat, dans lequel elles s'insèrent. Ces conditions d'engagement prévalent sur les supports indiqués par l'assureur, lors de l'établissement du contrat, toutes les fois qu'elles sont plus favorables à l'Assuré.

ANNEXE : RESPONSABILITÉ CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT

→ OBJET DES GARANTIES

Garantie responsabilité civile ou administrative :

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou administrative de l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels subis par des tiers, faisant l'objet d'une réclamation et résultant d'une atteinte à l'environnement imputable à l'exercice des sites et activités Assurés. Cette garantie s'étend aux frais d'urgence et de prévention.

Cette garantie inclut également les conséquences pécuniaires de la responsabilité de l'Assuré en raison d'un préjudice écologique.

Au titre de la responsabilité pour préjudice écologique sont couverts les frais nécessaires à la réparation du préjudice y compris les dépenses exposées pour évaluer le dommage, prévenir la réalisation imminente d'un dommage, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences, les frais d'étude pour déterminer les actions de réparation, les frais administratifs, judiciaires et les frais d'exécution, le coût de collecte des données, les frais généraux et le coût de surveillance et de suivi, les éventuels coûts relatifs aux mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le dommage.

Pertes pécuniaires :

Responsabilité environnementale :

- L'Assureur garantit les frais d'urgence, de prévention et de réparation des dommages environnementaux incombant à l'Assuré au titre de sa responsabilité environnementale instaurée par la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale et ses textes de transposition.
- Les pertes pécuniaires sont étendues aux frais de dépollution liés aux atteintes à l'environnement qui touchent l'Assuré et comportent à ce titre également les frais d'urgence, de prévention et de réparation des dommages résultant d'une atteinte à l'environnement ou d'un préjudice écologique.

Responsabilité pour préjudice écologique couvrant, en conformité avec le Code civil :

- Les frais nécessaires à la réparation du préjudice y compris les dépenses exposées pour évaluer le dommage, prévenir la réalisation imminente d'un dommage, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences, les frais d'étude pour déterminer les actions de réparation, les frais administratifs, judiciaires et les frais d'exécution, le coût de collecte des données, les frais généraux et coût de surveillance et de suivi ;
- Les éventuelles astreintes ou les dommages et intérêts éventuels mis à la charge de l'Assuré ;
- Les éventuels coûts relatifs aux mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le dommage ;
- Les frais de dépollution des sols et des eaux sur le site et à l'extérieur ;
- Les frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers

→ ACTIVITES GARANTIES

Se reporter aux questionnaires transmis par les établissements en annexe.

→ LIMITES D'ENGAGEMENTS EN MONTANTS

Garanties	Capitaux Établissements pratiquant la Médecine – Chirurgie – Obstétrique (MCO)	Capitaux Autres établissements (EHPAD, ESMS...)
Limite générale tous dommages et toutes garanties confondues	15 000 000 € par sinistre 30 000 000 € par année d'assurance	12 500 000 € par sinistre 25 000 000 € par année d'assurance
Responsabilité civile ou administrative atteinte à l'environnement et Préjudice écologique	Limite générale	Limite générale
Dont Dommages matériels et immatériels consécutifs ou non	Limite générale	Limite générale
Dont Frais d'urgence	1 500 000 € par sinistre 3 000 000 € par année d'assurance	1 250 000 € par sinistre 2 500 000 € par année d'assurance
Dont Préjudice écologique	3 000 000 € par sinistre 6 000 000 € par année d'assurance	2 500 000 € par sinistre 5 000 000 € par année d'assurance
Pertes pécuniaires	Limite générale	Limite générale
Responsabilité environnementale	Limite générale	Limite générale

Se reporter au Bordereau de Prix Unitaire pour le détail des franchises.

→ LIMITES D'ENGAGEMENT DANS LE TEMPS

Garantie Responsabilité civile ou administrative atteinte à l'environnement :

La garantie visée à l'article ci-avant est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou l'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de chacune des garanties et l'expiration d'un délai subséquent de cinq ans à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'Assureur ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie.

La garantie des frais d'urgence est déclenchée par la réclamation d'un tiers, ou à défaut par la déclaration de l'Assuré.

Garanties pertes pécuniaires :

La garantie visée à l'article ci-avant, qui ne relève pas de l'assurance de responsabilité civile, s'applique aux dommages faisant l'objet d'une première constatation vérifiable pendant la période de validité de la garantie, ou pendant une période supplémentaire de cinq ans qui suit la résiliation ou l'expiration de la garantie, et qui résultent d'un fait dommageable survenu pendant la période de validité de la garantie.

→ LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

Les garanties du présent contrat s'appliquent exclusivement aux sites de l'Assuré implantés ou aux activités exercées sur le territoire de la République Française, les pays limitrophes et en Principauté de Monaco.

→ GARANTIE DE RECOURS ET DE DEFENSE PENALE

L'assureur s'engage :

- A réclamer soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation pécuniaire des dommages corporels, matériels et immatériel subis par l'Assuré et engageant la responsabilité d'un tiers identifié, dans la mesure où l'indemnisation de ces dommages aurait été prise en charge par le contrat, si l'Assuré en avait été le responsable et non la victime.
- A défendre, devant les tribunaux répressifs, la personne morale souscriptrice et toute autre personne morale ayant la qualité d'Assuré et tous les agents de l'Assuré poursuivis dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

L'assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux présentes conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoués, d'avocats, d'exécution de jugements.

L'Assuré fixe lui-même le montant de l'indemnité qu'il entend réclamer.

L'assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'Assuré.

En cas de contestation sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire contre le tiers responsable d'un dommage, chaque partie nomme un arbitre.

Ces deux arbitres, le cas échéant, sont départagés par un tiers arbitre nommé par eux ou, à défaut d'accord, par le président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré statuant en référé.

Chacun supporte les frais et honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contre l'avis des arbitres, l'Assuré engage une action judiciaire et obtient une décision plus favorable, l'assureur remboursera, sur justification, les dépenses que l'Assuré a engagées.

→ ASSIETTE DE COTISATION

L'assiette de cotisation est définie par l'assureur qui indiquera le cas échéant le mode de révision de la prime.